

FRANCE - MONDE

L'intersyndicale déplore une occasion manquée par Sébastien Lecornu

Politique. L'intersyndicale a annoncé hier une nouvelle journée de mobilisation le 2 octobre, déçue par les propositions du Premier ministre qui souhaite, lui, revoir les partenaires sociaux « dans les prochains jours ».

Le Premier ministre n'a apporté « aucune réponse claire » aux attentes des travailleurs et des travailleuses, a souligné l'intersyndicale, reçue pendant plus de deux heures hier matin à Matignon. Reçues dans l'après-midi, les trois organisations patronales représentatives, Medef, CPME et U2P, se sont félicitées que la politique de l'offre n'ait pas été remise en cause. Le Premier ministre a assuré aux partenaires sociaux qu'il n'entendait pas « passer en force » et souhaitait les revoir « dans les prochains jours ». Sébastien Lecornu leur écrira également pour leur demander « leur contribution sur cinq thématiques » : financement de la protection sociale, réindustrialisation et souveraineté économique, conditions de travail, renforcement du paritarisme et modernisation du marché du travail.

La réforme des retraites « fait partie des sujets qui ont été les moins clairs », estime Marylise Léon

Toujours sans gouvernement et en quête d'un compromis notamment avec les socialistes pour faire passer un budget, le Premier ministre a reçu dans la matinée l'ensemble de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires), en présence des ministres démissionnaires Catherine Vautrin (Travail, Santé et Solidarités), Astrid Panosyan-Bouvet (Travail et Emploi) et Laurent Marcangeli (Fonction publique). Arrivés et ressortis ensemble de Matignon, les syndicats ont annoncé une nouvelle journée de grèves et de mobilisation le 2 octobre. Invitée du journal de France 2, la numéro un de la CFDT Marylise Léon a estimé qu'« un chemin est possible pour construire un budget s'il y a un partage des efforts ».



Sébastien Lecornu n'a donné « aucun élément précis » sur le doublement des franchises médicales, selon Sophie Binet. AFP

« Le monde du travail ne se laissera pas faire s'il a le sentiment que les efforts sont totalement déséquilibrés », a-t-elle prévenu. « C'est l'une des raisons pour laquelle on se remobilise le 2 octobre, il faut qu'il (le Premier ministre) puisse répondre à cette question », a-t-elle développé. Seul potentiel motif de satisfaction, l'enterrement d'une nouvelle

réforme de l'assurance chômage semble « bien parti », a-t-elle indiqué plus tôt.

« Le plus faible Premier ministre de la V^e République » Mais ce n'est pas le cas du doublement des franchises médicales ou de la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires et M. Lecornu n'a donné « aucun élément précis »

sur la justice fiscale, a regretté Sophie Binet. La numéro 1 de la CGT a fustigé « deux heures de langue de bois ». Quant à la réforme des retraites de 2023, point central des revendications syndicales, « ça fait partie des sujets qui ont été le moins clairs », a déploré Mme Léon, Sophie Binet regrettant que le Premier ministre n'ait « pas dit un mot » d'une éven-

tuelle suspension. Le Parti socialiste a exprimé sa « solidarité pleine et entière avec l'intersyndicale et appelé « l'ensemble des citoyennes et citoyens à rejoindre massivement la journée d'action et de mobilisation du 2 octobre ». Selon plusieurs sources, syndicales et patronales, M. Lecornu a confié hier qu'il était « le plus faible Premier ministre de la V^e République ». « Je ne suis pas Édouard Philippe, je n'ai pas 350 députés sur lesquels m'appuyer », a rapporté Sophie Binet.

Les députés insoumis ont demandé aux autres groupes de gauche de l'Assemblée nationale de signer une motion de censure commune contre Sébastien Lecornu qui sera déposée « dès l'ouverture de la session parlementaire », le 1^{er} octobre. ●

+ Le grand meeting national des patrons prévu le 13 octobre

Le président du Medef Patrick Martin annonçait, mardi, l'organisation « dans quelques jours » d'un « énorme meeting » du patronat alors que circulent des « théories dangereuses », comme la proposition de taxe Zucman sur le patrimoine professionnel. La date du « grand meeting national » vient d'être fixée, au lundi 13 octobre, 14 h 30, a annoncé L'union. Le rassemblement est prévu à Paris. Le Premier ministre « est parfaitement conscient qu'il faut envoyer des signaux sur le partage des efforts, sur l'équité (fiscale) mais surtout sur la lutte contre la fraude », sans « mettre en péril le modèle économique », a déclaré hier Patrick Martin.